

Réunion du Conseil au niveau des ministres
Paris, 25-26 mai 2011



Orientations stratégiques du Secrétaire Général pour 2011 et au-delà

Orientations stratégiques du Secrétaire général pour 2011 et au-delà

Résumé

Orientations stratégiques pour 2011 et au delà – Définir les priorités pour les cinquante prochaines années

Nous célébrons le 50^{ème} anniversaire de l'OCDE précisément au lendemain de la pire crise économique et financière que nous ayons connue en l'espace d'une génération. Ce moment sonne comme une invitation à faire le point et à nous interroger : pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à éviter la crise ? Que faut-il faire pour prévenir une autre crise ? Nos théories économiques, nos modèles économiques et nos hypothèses de départ ont-ils toujours cours ? Comment devons-nous adapter notre mandat pour pouvoir remplir notre mission résumée dans la formule « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » ?

Nous ne pourrions nous satisfaire d'un simple retour à la croissance. Nous devons tirer tous les enseignements possibles de la crise et nous devons le faire dans un contexte caractérisé par le changement climatique, des niveaux de chômage élevés, en particulier parmi les jeunes, un creusement des inégalités, de lourds déficits budgétaires et un gonflement très marqué de la dette cumulée. Le modèle de croissance économique que nous devrions défendre doit être choisi en tenant compte de son impact sur l'environnement, de sa capacité redistributive et de ses répercussions à l'échelle internationale sur les échanges, l'investissement et les migrations. Nous devons remettre en cause les idées reçues, y compris nos propres idées, et tracer de nouvelles voies pour aborder tous ces enjeux. Après tout, nous sommes l'institution qui a su attirer l'attention des responsables sur l'aggravation des inégalités. Nous sommes l'institution qui a mis au point des outils économiques permettant de mieux gérer l'environnement. Et nous sommes aussi l'institution qui évalue, mesure et analyse les évolutions et les politiques démographiques et migratoires. C'est pourquoi nous devons nous servir des atouts dont nous disposons pour proposer des solutions ambitieuses aux problèmes qui nous sont posés.

Il ne fait aucun doute que la croissance demeure le principal moteur de la création d'emplois et de richesses. L'équité et l'ouverture des marchés, la concurrence et l'innovation sont assurément des facteurs déterminants pour la croissance, mais nous avons aussi besoin d'un modèle de croissance plus solidaire et plus vert reposant sur des institutions solides. La recherche de nouvelles sources de croissance qui soient également « plus vertes », plus équitables et plus « respectueuses de l'égalité homme-femme » est devenue notre objectif commun pour surmonter les effets de la crise. Toutes nos stratégies doivent viser l'emploi et la création d'emplois. Les travaux de l'OCDE sur l'emploi, l'éducation, les compétences et les politiques sociales ont fait d'elle un allié de choix des travailleurs et des entreprises ainsi que de toutes les parties prenantes concernées par la création d'emplois, l'égalité des chances et une meilleure participation de tous. L'Organisation doit continuer sur cette voie. Le ciblage des mesures de soutien sur les plus vulnérables, l'emploi, les compétences et l'éducation afin de garantir l'employabilité tout au long de la vie doivent demeurer au cœur de nos activités. Nous devons donner la priorité aux cinq « E » : emploi, entrepreneuriat, éducation, environnement et égalité. Si nous voulons que nos travaux gagnent en efficacité et en pertinence pour nos concitoyens, notre appel à « penser structurel » doit s'accompagner d'un appel à « penser social ».

Comme cela est clairement ressorti de la réunion ministérielle sur la politique sociale qui vient d'avoir lieu, il sera capital pour la croissance et le développement futurs que nous parvenions à surmonter les inégalités en menant des politiques sociales ciblées et des politiques en faveur de la famille et de l'égalité entre les sexes, en encourageant la solidarité intergénérationnelle et en investissant dans l'avenir de nos enfants. Nous devons mettre encore plus l'accent sur nos relations avec les partenaires sociaux pour atteindre ces objectifs partagés. Nous continuerons d'étudier de nouveaux moyens et de mettre au point des techniques pour suivre l'évolution de la qualité de la vie de nos concitoyens et de leur degré de satisfaction, et à évaluer la performance de l'Etat en tant que fournisseur de services et biens publics. Les avantages d'une convergence, à terme, entre ces deux axes de travail pour la qualité des politiques publiques constituent une évidence.

Dans le nom de l'OCDE, le « D » fait référence au développement qui est donc une priorité stratégique de l'Organisation. L'OCDE doit tout mettre en œuvre pour promouvoir des politiques cohérentes au service du développement. Dans la lutte contre la pauvreté, dans nos efforts pour réaliser les OMD et améliorer les conditions de vie des individus, nous devons adopter une perspective d'ensemble et mettre à profit notre savoir-faire dans divers domaines de l'action publique. Nous proposons donc que les participants à la réunion ministérielle du 50^{ème} anniversaire œuvrent à l'élaboration d'une stratégie plus large de l'OCDE pour le développement.

Il est également essentiel d'échanger connaissances, analyses et conseils avec nos partenaires des économies émergentes et des pays en développement. Les économies émergentes sont à présent les principaux moteurs de la croissance mondiale et une collaboration resserrée avec ces économies ne peut avoir que des résultats positifs pour les uns et les autres. Les normes que nous définissons et nos expériences, bonnes ou mauvaises, peuvent contribuer à alimenter leur réflexion et nourrir leur processus de développement. Ils peuvent à leur tour nous apporter des éclairages originaux et nous aider à relever avec plus d'efficacité les défis mondiaux auxquels nous sommes tous confrontés. Notre processus d'Engagement renforcé est des plus fructueux. Cela étant, pour recueillir tous les fruits de cette coopération à venir, nous devons nous appliquer ensemble à concevoir des modalités de travail mieux structurées et définies avec ces économies, dans le contexte d'une vision de l'avenir à moyen et long termes.

La dimension régionale de nos travaux, y compris de nos activités avec l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est, l'Asie centrale, l'Eurasie et l'Europe du Sud-Est, doit également être renforcée. Pour ce qui est de nos travaux avec la région MENA, nous devrions désormais concentrer nos efforts sur un plus vaste éventail de domaines d'action pour accompagner la transition.

Enfin, nous devons améliorer notre coopération et la cohérence de notre action avec d'autres organisations internationales et intensifier notre soutien à des enceintes internationales comme le G8 et le G20. Nous aurions pu faire mieux avant la crise s'il y avait eu davantage d'interactivité, d'échanges mutuels et de coopération à la fois entre les pays et entre les organisations internationales. Nous devons donc consolider le multilatéralisme et créer un réseau dense de pays et de partenaires pour améliorer la formulation et la mise en œuvre de l'action des pouvoirs publics à l'échelle de la planète. Ce nouveau multilatéralisme doit avoir un but suprême – « Des politiques meilleures pour une vie meilleure »- et sa finalité ultime doit être le bien-être de tous les citoyens.

Angel Gurría

I. L'OCDE à cinquante ans : « Des politiques meilleures pour une vie meilleure »

1. Lors de la création de l'OCDE il y a cinquante ans, la notion de coopération économique multilatérale était encore relativement nouvelle. Aujourd'hui, la célébration du 50^e anniversaire de l'Organisation nous offre une excellente occasion de dresser un bilan de ce que nous avons accompli dans le passé et de tourner nos regards vers l'avenir afin de définir comment réagir au mieux face aux enjeux de dimension planétaire qui se profilent dans notre monde en rapide évolution. Comme indiqué dans la Convention de 1960, l'OCDE a pour objectif de « promouvoir des politiques visant à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ; [et] à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ». Nous avons transposé ce mandat en un énoncé directement déclinable en actions concrètes adaptées au contexte du XXI^e siècle : « Des politiques meilleures pour une vie meilleure ». Parce qu'elle agit auprès des gouvernements, des parlementaires, de la société civile, des milieux universitaires, du monde des affaires, des cercles financiers, des partenaires sociaux et de nos citoyens, l'OCDE est à la pointe de la formulation de politiques publiques visant à améliorer les conditions de vie des citoyens dans le monde entier. Elle reste fidèle aux valeurs qui ont toujours guidé son action : l'ouverture, l'objectivité, l'audace, un esprit pionnier et une éthique solide.

2. Si l'on revient sur le passé, les réalisations dont l'OCDE peut s'enorgueillir sont multiples : elle a œuvré au redressement et à l'intégration de l'Europe, élaboré des statistiques et des indicateurs comparables pour mesurer les performances économiques et les résultats de l'action publique, contribué, grâce au processus d'examen par les pairs, à bâtir un consensus international dans un large éventail de domaines de l'action gouvernementale et à renforcer la coordination des politiques macroéconomiques, encouragé l'échange de renseignements fiscaux et amélioré l'efficacité de l'aide. Les conseils fondés sur l'observation des faits qu'elle formule à l'intention des pouvoirs publics, notamment dans sa Stratégie pour l'emploi, dans le cadre de son Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et de ses travaux pionniers sur le changement climatique, ou encore dans sa Convention sur la lutte contre la corruption, ne sont que quelques illustrations parmi tant d'autres de la contribution apportée par l'OCDE à l'élaboration de normes et de règles plus exigeantes au niveau international. Pour ce qui est de l'impact de son action, on dénombre une multitude d'exemples attestant que l'Organisation a été à la fois une source d'inspiration et un vecteur de réformes. Le processus d'adhésion à l'OCDE est par nature porteur de transformations et les pays candidats en ont conscience. Jour après jour, l'Organisation aide ses pays Membres et partenaires en leur donnant accès à des analyses et des débats permettant de faire progresser les programmes de réforme.

3. L'OCDE est le berceau d'un grand nombre de normes et accords internationaux, mais aussi d'idées guidant l'action publique. Elle a toujours travaillé sur des sujets de pointe et elle continuera de le faire. À titre d'exemple, l'industrie agro-alimentaire mondiale se réfère aux normes définies par elle depuis plus d'un demi-siècle, normes qui apparaissent plus pertinentes aujourd'hui que jamais. Les codes sur l'investissement juridiquement contraignants qu'elle a établis ont été les garants de l'expansion de la création de richesse à l'échelle mondiale. C'est encore l'OCDE qui a défini, dès le début des années 70, le principe du « pollueur-payeur », et c'est elle qui a tracé le cadre régissant les échanges de permis d'émission de carbone actuellement utilisé pour lutter contre le changement climatique. Elle a commencé à se préoccuper des effets dommageables de l'existence des paradis fiscaux dans les années 80, bien avant que le Groupe des Vingt (G20) ne lance son offensive annoncée en pleine crise financière, sa réflexion s'étant concrétisée par la création du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, au sein de l'Organisation, qui réunit plus d'une centaine de membres. L'OCDE a également œuvré à l'édification d'un consensus au niveau international sur la manière dont les pouvoirs publics devaient traiter le commerce électronique à la fin des années 90, ce qui a contribué à ouvrir les vannes de la croissance de la nouvelle économie. Le rapport publié en 1996 par le Comité d'aide au développement (CAD) sous le titre *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle*, a été approuvé en 1998 par les responsables des pays du Groupe des Huit (G8) et constitue le socle

des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les organisations sœurs et les organismes rattachés à l'OCDE, comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), le Forum international des transports (FIT) et le Centre de développement, n'ont cessé de prendre de l'ampleur, et l'Organisation s'est affirmée comme le point d'ancrage naturel d'initiatives internationales de premier plan telles que le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) et le Processus de Heiligendamm-L'Aquila.

4. Dans les temps à venir, nous devons nous concentrer sur la reprise consécutive à l'une des plus graves crises économiques et financières de notre histoire. Nous devons pour cela nous ouvrir à de nouvelles perspectives, de nouvelles idées et de nouveaux partenaires. Le centre de gravité économique se déplace progressivement des pays industrialisés vers les grandes économies émergentes et en développement. Il y a une cinquantaine d'années, les pays de l'OCDE représentaient approximativement 70 % du PIB mondial. Aujourd'hui, leur contribution n'est plus que de 60 % environ et devrait diminuer encore. Dans le contexte de la crise récente, l'émergence du G20 en tant que forum essentiel pour les échanges de vues sur l'économie illustre cette tendance. Les économies émergentes ont réussi à se placer sur des trajectoires de croissance et de développement en mobilisant les forces du marché pour arracher leurs populations à la pauvreté, tout comme l'avaient fait avant elles les économies développées pendant le processus d'industrialisation. Ensemble, nous pouvons hâter le mouvement pour que les marchés continuent à accroître le bien-être des habitants de tous les pays. Le partage de nos expériences respectives peut nous guider et nous unir dans la poursuite de nos objectifs économiques et sociaux.

5. Ce constat a des conséquences pour la définition de l'action publique, pour l'architecture de la gouvernance mondiale, ainsi que pour l'OCDE elle-même. Cette dernière a démontré qu'elle constitue une enceinte propice à l'analyse des défis de dimension planétaire et à la recherche de solutions communes. Nous devons cependant redoubler d'efforts pour associer nos partenaires à tous les aspects du dialogue que nous menons sur les politiques à suivre, ainsi qu'à l'élaboration de nos cadres d'analyse et à nos travaux sur la formulation de l'action gouvernementale et la définition de normes. Notre ambition est de mettre à profit notre savoir-faire collectif et nos méthodes de travail éprouvées pour devenir un lieu ouvert et fédérateur de partage d'idées sur l'action à mener. Nous avons déjà avancé sur ce chemin, en réalisant des travaux interdisciplinaires, en apportant notre contribution aux activités du G20, et en étoffant nos partenariats avec des pays en développement et des pays émergents. Nous entendons continuer sur cette voie et aller encore plus loin.

6. Le 50^{ème} anniversaire de l'OCDE coïncide avec le renouvellement de mon mandat de Secrétaire général de l'Organisation. Je vous remercie de ce vote de confiance à l'égard de la stratégie que nous avons définie ensemble. Cet anniversaire est un moment privilégié pour réfléchir aux réalisations passées de l'Organisation ainsi qu'à son rôle actuel et à ses missions futures. Il nous invite en outre à nous interroger sur la manière dont nous pouvons bâtir sur les acquis afin que l'OCDE puisse continuer à promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure au cours des cinquante prochaines années.

II. Le monde en 2011 et au-delà – Défis et priorités de l'action en faveur d'une croissance verte et solidaire

7. L'économie mondiale continue de traverser une période difficile. La crise mondiale s'est traduite, pour un certain nombre de pays, par une croissance faible, un chômage élevé, une dégradation de la situation des finances publiques et une baisse de la production potentielle. Certes, la reprise est en cours, mais elle n'est pas équilibrée entre les différents pays et régions. Dans la plupart des économies émergentes, la forte inflation alimentée par les prix du pétrole et des autres produits de base est très préoccupante. Tous les individus sont touchés par la crise alimentaire, en particulier les pauvres. Les récentes catastrophes naturelles ont remis sur le devant de la scène les questions relatives au changement climatique et aux approvisionnements énergétiques futurs. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), traverse une crise de gouvernance dont nous ne pouvons encore mesurer l'ampleur des

conséquences. Nous savons toutefois que la pauvreté, les écarts de revenu, le chômage, l'insécurité alimentaire, le manque d'éducation et les inégalités entre les sexes sont autant de facteurs qui influent sur les performances en matière de gouvernance. Ces défis appellent une action vigoureuse et collective. L'OCDE apportera sa contribution par des formes bien définies de coopération et de mobilisation.

8. L'une des difficultés essentielles de l'année écoulée a été de trouver un juste équilibre entre la reprise de la croissance économique et l'assainissement budgétaire. La crise qui a frappé de nombreux pays les a contraints à prendre des décisions difficiles, et notamment à réduire les dépenses et augmenter les impôts pour pouvoir maîtriser les budgets publics. Nous avons collaboré avec un certain nombre de pays et de régions pour soutenir leurs efforts dans cette période délicate, et continuerons de le faire afin de veiller à ce que les aspects sociaux et les questions d'emploi soient dûment pris en compte. Nous avons aussi aidé les pays à emprunter les voies du rééquilibrage budgétaire qui sont les moins préjudiciables et les plus favorables à la croissance. Nous venons également de publier un rapport sur l'assainissement des finances publiques (*Restoring Public Finances*) qui illustre les efforts colossaux que devront encore engager de nombreux pays pour retrouver la maîtrise des comptes publics.

9. Les autres difficultés, encore plus redoutables, auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés consistent à créer des emplois, assurer l'égalité des chances et restaurer la confiance de nos citoyens. L'OCDE est peut-être la seule organisation internationale à offrir des analyses et des conseils fondés sur des données factuelles concernant un large éventail de politiques étroitement liées les unes aux autres, permettant aux gens d'être mieux préparés et plus qualifiés, de sorte qu'ils puissent vivre ensemble dans des sociétés plus équilibrées et équitables. Par conséquent, la portée de ces orientations stratégiques va au-delà de la nécessité de trouver de nouvelles sources de croissance et d'explorer les voies que peut emprunter l'action publique en matière d'emploi, sur le plan social, dans le domaine de l'environnement et en matière de développement. À 50 ans, l'OCDE est une organisation qui s'efforce d'améliorer les perspectives de croissance et de bien-être de ses pays Membres et partenaires, qui promeut la participation civique et l'égalité des chances, et qui cherche à faire en sorte que l'économie soit de nouveau en phase avec l'environnement.

10. Au lendemain de la crise, les responsables de l'action publique ont demandé quels types de réformes seraient nécessaires pour l'avenir. Ils se sont tournés vers l'OCDE pour obtenir des conseils sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Souhaitant bénéficier d'un soutien ciblé, ils ont demandé à l'Organisation de les aider à se réformer et de les conseiller sur les mesures à prendre pour ce faire. Il ne s'agit pas de leur apporter une assistance technique, mais de les aider à réussir la réforme.

11. En nous appuyant sur nos études nationales phares, nous avons préparé de courtes brochures pour les États-Unis, l'Espagne, la Chine, la France, la Grèce, le Mexique, le Royaume-Uni, la Hongrie, le Japon et la Corée, ainsi que la publication sur les enjeux de l'action publique au Chili *Maintaining Momentum*. Elles illustrent les possibilités qu'offrent des produits concis et bien ciblés de présenter aux décideurs des recommandations d'action concrètes qui conduisent au changement. Notre rapport PISA constitue un puissant outil au service de la réforme, et depuis une décennie, il est considéré comme étant d'un grand secours par les responsables des politiques publiques qui souhaitent améliorer les performances des systèmes d'enseignement. Notre publication *Objectif croissance*, dont la couverture a été élargie cette année aux grandes économies émergentes (Fédération de Russie, Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Afrique du Sud), offre de nombreux exemples des bénéfices considérables qui peuvent découler de réformes bien conçues et bien mises en œuvre dans des domaines comme la fiscalité, l'enseignement, l'emploi, les échanges et l'investissement. Nos récentes publications intitulées *L'économie politique de la réforme* et *Réussir la réforme* tirent les enseignements des échecs et des réussites des réformes structurelles menées depuis des années. Pourtant, nous pouvons encore améliorer grandement l'impact de nos analyses. Il faudrait pour cela nous efforcer de définir non seulement les choix stratégiques à opérer, mais aussi les mesures à prendre pour les mettre en œuvre et le soutien dont pourraient avoir besoin les pays concernés.

12. La crise ayant réduit de 3 % environ la production potentielle des pays de l'OCDE, il est temps pour l'Organisation d'engager une réflexion audacieuse et nouvelle, qui tienne compte de l'évolution des réalités économiques. Il faut trouver de nouvelles sources de croissance équilibrée, durable et équitable. Mettre en lumière ces nouvelles sources de croissance pour en exploiter pleinement les possibilités fait partie de nos priorités essentielles. Des réformes structurelles seront indispensables pour améliorer la capacité de production de nos économies, renforcer l'emploi, libérer les investissements et faire face aux problèmes d'intégration et de cohésion sociale, de manière à permettre le partage équitable des fruits d'une croissance soutenue. Il nous faudra toutefois réviser aussi nos cadres d'analyse et les actualiser en fonction des données et des enseignements que nous aurons retirés de la crise.

13. **La recherche d'une croissance verte et solidaire doit imprégner notre réflexion.** L'approche stratégique de l'OCDE est loin de se limiter à la croissance et à la reprise : elle reflète les divers aspects de notre vision d'une économie « plus forte, plus saine et plus juste », et elle s'articule autour de notre mission consistant à œuvrer en vue d'offrir à nos citoyens des « politiques meilleures pour une vie meilleure ».

14. Les axes prioritaires autour desquels s'articulent nos travaux de substance sont les politiques macroéconomiques et les marchés de capitaux, la croissance verte, l'innovation, le changement climatique et l'eau, l'enseignement, l'emploi et les compétences, les politiques sociales, la parité homme-femme, les migrations, la gouvernance, l'intégrité et la lutte contre la corruption, les échanges et l'investissement ainsi que l'Initiative de l'OCDE pour une vie meilleure, et la stratégie globale de l'OCDE pour le développement, laquelle s'appuie sur l'innovation, l'investissement, la mobilisation des ressources intérieures, la sécurité alimentaire, l'élaboration d'indicateurs et le partage des connaissances :

- *Politiques macroéconomiques et marchés de capitaux* : nos travaux sur les principaux enjeux de l'action publique dans les domaines de la politique macroéconomique, de l'assainissement budgétaire, des mouvements de capitaux, des marchés de capitaux et des déséquilibres économiques mondiaux demeureront une priorité stratégique de nos activités, dans le cadre des *Perspectives économiques*, des études par pays et de nos contributions au Cadre du G20 pour une croissance forte, durable et équilibrée. Tandis que nous sortons de la crise, nous réévaluerons avec soin nos théories, nos outils et nos hypothèses, ainsi que les modèles sous-jacents.
- *Croissance verte* : *La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte*, qui doit être lancée lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de cette année, vise à mettre en place un cadre d'action directement applicable, assorti d'instruments et de recommandations spécifiques couvrant un large éventail de domaines d'action, dont la politique budgétaire, l'innovation, les échanges, les affaires sociales et l'emploi, afin d'aider les gouvernements à déterminer les moyens les plus efficaces de favoriser la transition vers une croissance plus verte. L'innovation jouera un rôle clé à cet égard. Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre d'action et du dispositif institutionnel en place, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les obstacles à surmonter et les chances à saisir ne seront pas les mêmes pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement, et différeront également en fonction de la situation économique et politique de chaque pays. Néanmoins, il existe des considérations universelles qui doivent être prises en compte quel que soit le contexte. Faire en sorte que la croissance verte se concrétise, mettre en œuvre la stratégie, et aider les pays Membres et partenaires de l'OCDE à adopter les mesures nécessaires pour verdir leur trajectoire de croissance sont des éléments qui figureront parmi les principales priorités stratégiques de l'Organisation pour les années à venir.
- *Innovation* : *La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation*, lancée lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres de l'an dernier, sert de référence et de guide aux gouvernements des pays Membres ainsi que d'un nombre croissant de pays partenaires. Nous avons appris que l'innovation ne dépend pas simplement des investissements en recherche-développement (R-D) ou du soutien

apporté à la science et à la technologie, mais d'une multitude d'autres facteurs et de la capacité à les conjuguer dans un cadre global. En développant un large éventail de compétences, et en formulant des politiques publiques qui favorisent l'entrepreneuriat et étayent la créativité des jeunes entreprises innovantes, on peut contribuer à stimuler l'innovation et à renforcer la productivité dans l'économie. La mise en œuvre suivie de la stratégie pour l'innovation (notamment dans la mesure où elle contribue à la réalisation des objectifs de croissance verte) est indispensable à l'heure où les pays doivent reconstruire leur appareil de production de manière durable. L'innovation est une condition *sine qua non* à remplir pour inscrire les économies sur une trajectoire de croissance verte : elle constitue un moteur de productivité crucial et une nouvelle source de croissance importante. Nous étudierons de nouvelles possibilités d'aider nos pays Membres et partenaires à récolter pleinement les fruits de l'innovation, en nous appuyant sur nos analyses et recommandations fondées sur la stratégie pour l'innovation.

- *Changement climatique et eau* : nos travaux novateurs sur un assortiment complet de mesures, incluant des instruments économiques tels que les taxes et les mécanismes d'échange de permis d'émission, offrent les principaux outils nécessaires pour lutter contre le changement climatique. Certains éléments indiquent déjà que des sociétés de premier plan passent à un modèle d'entreprise « bas carbone », en commençant par mesurer leurs émissions de gaz à effet de serre avant de s'employer à les réduire. L'OCDE continuera d'examiner les politiques et conditions les mieux à même d'inciter le secteur privé à progresser sur cette voie. Compte tenu des résultats positifs de la 16^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Cancún, nous renforcerons nos travaux dans ce domaine, notamment afin d'aider les pays à mettre en place des panoplies de mesures de réduction des émissions et d'adaptation au changement climatique qui soient à la fois efficaces et à moindre coût. Dans nos travaux sur le changement climatique, les subventions aux combustibles fossiles et les questions énergétiques, nous continuerons de collaborer avec l'AIE. Au vu de l'accident survenu récemment à la centrale de Fukushima, nous devrions œuvrer, par l'intermédiaire de l'AEN, au renforcement des normes de sûreté tant pour les centrales existantes que pour les futures centrales, et veiller à ce que toutes les leçons à tirer de cet accident soient dûment prises en compte. Une telle démarche contribuerait à atténuer les inquiétudes de l'opinion. Nous prendrons appui sur le rôle de l'OCDE en tant que principale instance de suivi des mouvements internationaux de fonds publics, afin d'élaborer de meilleurs systèmes de suivi des flux financiers privés, et d'évaluer les solutions envisageables pour renforcer le financement de l'action climatique. Nous continuerons également de nous employer sans relâche à fournir aux décideurs publics des orientations en vue d'améliorer la politique de l'eau, en nous appuyant sur nos travaux relatifs aux mesures économiques, institutionnelles et autres que peuvent adopter les pouvoirs publics pour relever le défi de l'eau. L'importance de nos travaux sur cette question (gouvernance, tarification et infrastructures) se renforce encore dans le contexte du changement climatique. Nous continuerons d'étoffer nos contributions dans ces domaines à l'approche de la 17^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Durban, et de la conférence Rio+20 de 2012.
- *Éducation* : Il est essentiel pour la croissance d'améliorer la performance des systèmes éducatifs. Nous continuons d'élargir la couverture de notre Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui offre aujourd'hui pour plus de 70 pays des mesures comparables au niveau international permettant d'évaluer les compétences des élèves de 15 ans. Dans le cadre du programme d'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO), un exercice similaire est en train d'être réalisé pour évaluer les performances des systèmes d'enseignement supérieur et cerner les pratiques optimales. Un nouveau Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) a également été mis en place. Il fournit des mesures comparables de la maîtrise par les adultes des compétences essentielles nécessaires pour participer à l'économie du savoir : la

compréhension de l'écrit, les capacités de calcul et l'aptitude à résoudre des problèmes dans nos environnements à forte composante technologique. Des informations seront également collectées sur l'utilisation de compétences de base importantes sur le lieu de travail. Ces données nous permettront de mieux appréhender le stock de capital humain des pays participants, la façon dont les compétences sont acquises et perdues sur toute la durée de la vie, et l'incidence de l'acquisition des compétences sur les individus et la société. L'OCDE ne se contente cependant pas d'étudier les bénéficiaires des programmes d'enseignement, mais contribue aussi à améliorer la qualité de l'enseignement par le biais de programmes tels que l'Enquête internationale sur l'enseignement et l'acquisition de connaissances (TALIS). Nous examinons également les tendances qui façonneront les systèmes éducatifs de demain dans le cadre des travaux réalisés par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI). Nous utilisons ces outils pour aider les pays à mettre en œuvre des réformes dans le cadre du projet sur l'exploitation des connaissances en vue d'améliorer les politiques de l'éducation (approche « GPS »). Nous approfondirons également nos travaux sur l'éducation financière et la protection des consommateurs, afin d'aider les citoyens de nos pays Membres et partenaires à tirer davantage parti des marchés de capitaux de manière durable. Il est clair que l'enseignement est une priorité stratégique clé, et nos compétences dans ce domaine suscitent un intérêt grandissant de la part des pays émergents et en développement. C'est pourquoi nous allons approfondir nos travaux sur cette question, et utiliser la Stratégie de l'OCDE sur les compétences pour l'articuler avec les enjeux actuels de l'action publique en matière économique, sur le plan de l'emploi et dans le domaine social.

- *Emploi et compétences* : Lutter contre un chômage élevé et faciliter l'entrée sur le marché du travail en période de croissance lente, notamment pour les jeunes, est une des nécessités les plus urgentes auxquelles aient été confrontés les pouvoirs publics ces dernières années. Notre récente étude intitulée *Des emplois pour les jeunes* met en avant un certain nombre de mesures destinées à favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail, sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de 16 études de cas nationales. Grâce à sa *Stratégie sur les compétences*, qui doit être publiée en 2012, l'OCDE identifie de nouveaux outils et approches en matière d'enseignement, de recherche et de formation, afin d'aider les sociétés à se doter des compétences et des concepts nécessaires pour travailler de manière plus productive. Alors que nous passons de l'emploi à vie à l'employabilité tout au long de la vie, il nous faut trouver des réponses et des modèles nouveaux pour le développement des compétences. Parallèlement, des mesures favorables à la croissance éliminant les obstacles à la création d'emplois contribueraient à l'assainissement des finances publiques en renforçant les recettes budgétaires. Nous examinons par ailleurs des dispositifs d'aide ciblés sur les plus vulnérables. Un renforcement de la protection sociale modifierait également les choix des individus en termes d'épargne ainsi que l'équilibre entre les sources internes et externes de croissance.
- *Politiques sociales* : Les politiques sociales, notamment en matière de santé, de retraites et de famille, sont essentielles pour étayer une croissance solidaire. Les inégalités de revenus ont augmenté au cours des vingt dernières années dans la plupart des économies avancées et émergentes. Tandis que nos économies se redressent au sortir de la crise, il devient encore plus urgent de remédier aux inégalités croissantes qui existaient déjà avant la crise. La réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales qui s'est tenue à Paris les 2 et 3 mai a souligné la contribution de politiques sociales bien conçues et ciblées (lutte contre les inégalités, renforcement de la solidarité entre générations, politique familiale et promotion de l'égalité entre hommes et femmes) à la croissance à long terme. Nous devons cerner les causes de ce creusement des inégalités et nous y attaquer. Si la redistribution fondée sur les systèmes de prélèvements et de prestations constitue une composante importante de cet ensemble de mesures, elle ne suffira pas à assurer une réduction durable des inégalités. De meilleures politiques sociales, qu'il s'agisse du marché du travail, de la santé, des retraites et de la famille ou des aides au revenu, sont essentielles pour assurer une croissance solidaire et peuvent contribuer à faire reculer ces inégalités. L'OCDE

joue un rôle de premier plan dans les comparaisons internationales des inégalités de revenus, mais aussi des politiques de l'emploi, des dépenses sociales ainsi que des politiques de la famille et de l'enfance. Nos travaux sur la viabilité des systèmes de retraite constituent les seuls éléments d'appréciation internationaux permettant de mettre en évidence les pays les mieux placés. Dans les pays émergents et en développement, les conseils de l'OCDE sont sollicités pour l'élaboration des systèmes de protection sociale. Nous devons approfondir et intégrer nos travaux afin d'ouvrir des perspectives de croissance plus solidaire.

- *Parité homme-femme* : La question de la parité entre hommes et femmes constitue une composante essentielle de nos activités depuis de nombreuses années, ainsi que l'illustrent nos travaux sur les politiques familiales et sociales, le Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme (GENDERNET), l'initiative WikiGender et le Forum MENA-OCDE des femmes entrepreneurs, entre autres. Nous redoublons également d'efforts pour intégrer les questions d'égalité entre hommes et femmes dans nos divers travaux et activités. La crise a souligné le rôle crucial des femmes pour l'économie. C'est pourquoi les travaux que nous réalisons dans le cadre de l'Initiative pour la parité *en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat* sont tellement importants. Ils permettent non seulement de cerner les obstacles persistants à l'égalité entre hommes et femmes, mais aussi de souligner le potentiel de croissance et de création d'emplois inhérent au fait que des femmes plus nombreuses et plus qualifiées participent activement au fonctionnement du marché du travail, ou qu'elles y contribuent en tant qu'entrepreneurs. Pour parvenir à une croissance véritablement solidaire, nous devons activement libérer le potentiel des femmes dans nos économies.
- *Migrations* : Un peu plus de 3 % de la population mondiale – soit environ 215 millions de personnes – vivent en dehors de leur pays de naissance. Ces migrants apportent à nos sociétés leur énergie, leur esprit d'entreprise et des idées neuves. Les migrations peuvent être sujettes à controverse, en partie parce qu'elles touchent à une multitude de domaines de la vie publique, qu'il s'agisse de l'économie, de la démographie, de la sécurité nationale, de la culture ou encore de la religion. La situation des jeunes immigrés sur le plan scolaire est contrastée – certains obtiennent des résultats exceptionnels, tandis que d'autres rencontrent des problèmes qui peuvent les entraver tout au long de leur vie. Les migrants peuvent apporter un renfort essentiel en termes de main-d'œuvre, même si leur présence peut parfois susciter du ressentiment, et s'ils ne sont pas toujours en mesure de tirer le meilleur parti de leurs compétences. Pour les pays en développement, les migrations peuvent être une bénédiction, dans la mesure où elles permettent à la population de bénéficier des envois de fonds des travailleurs expatriés et de contacts à l'étranger, mais aussi une malédiction, parce qu'elles privent ces pays de leurs meilleurs éléments. Nous devons renforcer nos travaux stratégiques sur les migrations internationales, qui constituent un des principaux défis du 21^{ème} siècle.
- *Gouvernance* : la crise a ébranlé nombre d'hypothèses et nous a enseigné brutalement certaines leçons concernant les limites des marchés. Elle a nous également appelé à réexaminer le rôle des pouvoirs publics, à redéfinir l'équilibre entre l'État et le marché, et à chercher de nouveaux moyens de renforcer la confiance des citoyens à l'égard des deux. Cela nous offre aujourd'hui l'occasion de repenser et réformer le secteur public. Les administrations publiques peuvent occuper une place très importante dans les économies nationales. À l'aune de la plupart des indicateurs, le poids des administrations publiques s'est nettement accru au cours des 50 dernières années. En 1961, lorsqu'a été créée l'OCDE, les dépenses des administrations publiques de ses pays Membres représentaient en moyenne moins de 30 % de leur produit intérieur brut (PIB). Le rapport de l'OCDE intitulé *Panorama des administrations publiques 2011* montre que cette moyenne s'établit aujourd'hui au-dessus de 40 %. La crise a montré, d'une part, que les politiques publiques constituaient le point d'ancrage essentiel des économies nationales en temps de crise. Les interventions décisives et coordonnées des gouvernements ont permis d'enrayer la chute libre des marchés de capitaux et d'éviter une catastrophe économique. D'autre part, les pressions budgétaires qui s'en sont suivies

dans de nombreux pays ont renforcé la nécessité de réduire les dépenses publiques, ce qui implique dans la plupart des cas de rationaliser l'État. Dans le cadre de cet effort de restructuration de l'État, il faudra réévaluer dans quelles circonstances et de quelle façon les pouvoirs publics doivent intervenir, et dans quels cas ils peuvent s'effacer. En résumé, il ne s'agit pas de renforcer ou réduire la présence de l'État mais de mettre en place une gouvernance meilleure et plus efficace, des institutions saines et des règles et procédures efficaces, ainsi que le montre notre récent rapport sur l'assainissement des finances publiques (*Restoring Public Finances*), et nos examens de la réforme de la réglementation.

- *Lutte contre la corruption et intégrité* : Depuis plus de 15 ans, l'OCDE est à l'avant-garde des efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la corruption, qui sont essentiels à une croissance économique soutenue. Nous avons récemment annoncé une nouvelle initiative, *clean.gov.biz*, qui permettra d'améliorer nos outils de lutte contre la corruption (tant dans le secteur public que dans le secteur privé) et de mieux les appliquer. Son but est d'améliorer la coordination des initiatives de lutte contre la corruption et de transparence au niveau mondial – avec l'ensemble des autres acteurs et organisations concernés. L'initiative *clean.gov.biz* est fondée sur les travaux réalisés de longue date par l'OCDE pour lutter contre la corruption dans le secteur privé, qui ont notamment débouché sur la *Convention sur la lutte contre la corruption* et les *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales*, des instruments efficaces pour promouvoir un comportement responsable de la part des entreprises multinationales, et améliorer la gouvernance dans les pays en développement. Les *Principes directeurs* ont été mis à jour cette année, avec la participation d'un certain nombre de pays non Membres, et complètent l'initiative de lutte contre la corruption adoptée dans le cadre du G20. Cela dit, nous nous attaquons également au problème de la corruption « du côté de la demande », en élaborant des outils destinés à renforcer l'intégrité du secteur public, notamment en matière de passation des marchés publics, de lobbying et de conflits d'intérêts. La Déclaration sur l'intégrité, la probité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales, adoptée lors de la réunion ministérielle de l'année dernière, constitue un cadre efficace pour favoriser l'intégrité et l'efficacité des marchés. Un autre domaine dans lequel s'impose une approche globale, à l'échelle de l'ensemble de l'administration, réside dans la lutte contre la délinquance financière et la fraude fiscale. Nous avons donc lancé récemment une nouvelle initiative, le Dialogue d'Oslo : son objectif est de trouver des moyens plus efficaces de lutter contre la délinquance économique et financière, la fraude fiscale et les autres flux financiers illicites, grâce à une meilleure coopération interinstitutionnelle et internationale. Trouver des synergies et combler les lacunes qui caractérisent nos activités réglementaires et normatives – dans des domaines tels que la concurrence, la lutte contre la corruption, la fraude fiscale, l'intégrité des marchés publics, ou le lobbying – demeure une priorité de nos travaux.
- *Échanges et investissement* : L'OCDE entretient des relations avec les acteurs du secteur privé, favorise l'ouverture des marchés, et dispose de la panoplie la plus complète d'instruments pour promouvoir le libre-échange et la liberté d'investissement. La conclusion du Cycle de Doha est à ce moment critique une priorité de nos pays Membres et partenaires, que nous étayons par nos analyses, notre dialogue sur les politiques à suivre et nos recommandations. Nous jouons un rôle pionnier sur des questions commerciales importantes et émergentes ne relevant pas du Cycle de Doha, ainsi que l'illustrent nos travaux sur les échanges de services ou les échanges et l'emploi. Nos travaux sur le calcul des flux commerciaux en termes de valeur ajoutée préciseront le rôle des importations, des exportations et des réseaux mondiaux de production, contribuant ainsi à éclairer le débat sur l'action publique. Nous continuerons à travailler avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) afin d'assurer un suivi des mesures prises en matière d'échanges et d'investissement et d'éviter toute réaction protectionniste. Nous encouragerons une plus large utilisation de notre Code de libération des mouvements de capitaux en permettant à des non-Membres d'y adhérer et, s'il en

a été décidé ainsi au terme d'un examen approfondi, en le mettant à jour. D'autres composantes stratégiques de ces travaux résident dans l'analyse des chaînes de valeur mondiales et la poursuite de l'harmonisation des règles du jeu dans le domaine des crédits à l'exportation.

- *L'« Initiative de l'OCDE pour une vie meilleure »* : La mesure du progrès des sociétés, qui fait l'objet de travaux depuis dix ans, demeurera une des grandes priorités de l'Organisation au cours des prochaines années. Pour axer nos travaux sur le bien-être des individus et le progrès des sociétés, il nous faudra non seulement examiner le fonctionnement du système économique, mais aussi la diversité des expériences et des conditions de vie de nos citoyens. Les ressources économiques, aussi importantes soient-elles, ne sont en effet pas les seuls déterminants de la qualité de la vie. La satisfaction, les sentiments et les attentes des individus constituent également à cet égard des éléments cruciaux. De nouvelles initiatives, telles que l'« Indice du mieux-vivre » (*My Better Life Index*) et *How's Life*, qui seront lancées au cours des mois à venir, sensibiliseront davantage le public au rôle de premier plan que joue l'OCDE dans la redéfinition du progrès et du bien-être au 21^{ème} siècle, en accord avec ses valeurs traditionnelles fondatrices.

III. L'OCDE, espace d'ouverture et d'intégration au service de la mise en commun des savoir-faire : Une nouvelle stratégie pour le développement

15. Le développement sera l'un des thèmes majeurs qui retiendra notre attention dans les années à venir. Nous entendons mettre à profit notre savoir-faire dans de multiples domaines de l'action publique ainsi que les enseignements tirés de notre longue expérience du développement, en particulier au sein du Comité d'aide au développement (CAD), du Centre de développement et de nombre d'autres organes à l'OCDE, pour lancer une stratégie plus globale en vue de soutenir un processus de croissance durable et dynamique dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ainsi que dans les pays les moins avancés. Nous nous y emploierons en renforçant nos partenariats et nos efforts de mise en commun d'expérience avec un plus large éventail de pays. Parvenir à une croissance durable, plus forte et plus solidaire est l'idée-force de cette stratégie. Il s'agira de venir compléter les efforts déployés dans le contexte des OMD et d'améliorer la performance des économies en développement de façon à renforcer leur contribution à la croissance mondiale. Le Cadre pour une Stratégie de l'OCDE pour le développement [C/MIN(2011)8] nous placera sur les rails pour atteindre ces objectifs.

16. Au cours des vingt dernières années, nombre de pays en développement se sont engagés sur une trajectoire de développement qui a misé avec succès sur l'innovation, la mobilité de la main-d'œuvre et les compétences, l'investissement national et étranger, et les échanges. S'appuyant sur ses analyses factuelles, les meilleures pratiques qu'elle a recensées et la palette des options stratégiques qu'elle offre, l'OCDE est particulièrement bien placée pour étayer et faire progresser le processus de développement dans ces pays. Pour exploiter au mieux l'avantage comparatif que possède l'Organisation dans le domaine des analyses interdisciplinaires des politiques publiques, nous devons définir une nouvelle stratégie pour le développement reposant sur une démarche globale qui embrasse une gamme étendue de domaines et d'instruments d'action, et qui mette l'accent sur la cohérence des politiques au service du développement.

17. *Concevoir de nouvelles approches* : La mise en commun des connaissances et la confrontation de l'expérience peuvent aider à améliorer les perspectives de développement et à libérer le potentiel existant au sein des sociétés. Les économies en développement et émergentes sont de plus en plus intéressées par nos banques de connaissances, qu'elles souhaitent partager et utiliser. Nous devons intensifier l'effort que déploie actuellement l'OCDE pour répertorier, passer en revue et consolider l'ensemble des outils et instruments d'action dont nous disposons, sous l'angle de leur « pertinence » par rapport au développement. Il s'agit d'intégrer les perspectives et les réalités diverses des pays en développement au cœur même des analyses auxquelles nous procédons et des conseils que nous prodiguons dans nos domaines d'action privilégiés. Nous devons prendre acte de ce que des contextes institutionnels très

différents peuvent prévaloir dans les pays en développement et que ce sont des paramètres dont l'Organisation doit tenir compte lorsqu'elle lance des initiatives globales.

18. *Promouvoir des partenariats à l'appui du développement* : L'OCDE héberge ou appuie plusieurs partenariats internationaux pour le développement au sein du Pôle Développement et au-delà, comme le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide, nos Forums mondiaux, notre coopération avec l'Asie du Sud-Est, les initiatives engagées avec l'Amérique latine et la région MENA, l'Unité de soutien du Forum pour le partenariat avec l'Afrique, le Dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'État, ou encore les réseaux institués avec les marchés émergents. Sont associés à ces forums toute une palette d'acteurs, qui dépassent largement le seul groupe des pays membres de l'OCDE et contribuent à la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Sur ce front, le Centre de développement, dont les membres comprennent déjà la plupart des grandes économies émergentes et nombre de pays parmi les moins avancés, joue un rôle particulièrement important. La coopération pour le développement à elle seule ne suffira pas à assurer la réalisation des OMD et à faire reculer sensiblement la pauvreté. C'est un partenariat plus vaste et plus solidement ancré, des politiques plus cohérentes qu'il faut mettre en place, et nous devrions éviter d'employer des termes tels que « donateurs » et « bénéficiaires » ou « nord » et « sud », qui ont plutôt pour effet de diviser que de resserrer la coopération.

19. L'Organisation va entreprendre d'appliquer cette nouvelle démarche à quatre domaines stratégiques conformément aux axes définis dans le Cadre pour une stratégie de l'OCDE pour le développement.

- ❖ *Recherche de sources de croissance novatrices et pérennes.*
- ❖ *Mobilisation des ressources au service du développement.*
- ❖ *La gouvernance au service du développement.*
- ❖ *Mesure les progrès du développement.*

20. Ces domaines de travail stratégiques devront être complétés par un cinquième pilier qui s'intitulera *Promouvoir l'agriculture et la sécurité alimentaire* : La pauvreté prive la majeure partie des populations qui ont faim de l'accès à la nourriture, ce qui enclenche un cercle vicieux : l'insécurité alimentaire menace la cohésion sociale et la stabilité politique, sans se limiter à la région la plus immédiatement touchée par les difficultés d'approvisionnement. La récente flambée des prix alimentaires n'a fait qu'aggraver ce problème de longue date. Il est impératif d'améliorer la productivité de l'agriculture et le fonctionnement des marchés agricoles locaux et mondiaux et de libéraliser les échanges. Les solutions pérennes qu'il faut mettre en place devront aussi porter sur l'amélioration des structures de gouvernance et du cadre général de l'activité des entreprises dans les pays en développement, et sur une montée en puissance de l'investissement dans la santé, l'éducation et les infrastructures matérielles. L'OCDE, en coopération avec les organisations partenaires, est particulièrement bien placée pour concourir utilement à la réflexion dans chacun de ces domaines d'action, en s'appuyant sur les travaux horizontaux qu'elle mène actuellement et ses contributions aux travaux du G20. Pour l'avenir, il faut se recentrer sur les moyens d'améliorer l'information sur les marchés mondiaux de produits et de proposer des conseils sur des politiques commerciales et sectorielles cohérentes et efficaces à l'intention de pays se situant à différents stades de développement. Les améliorations qu'il est prévu d'apporter au système de suivi et d'évaluation de l'aide au développement ont pour objet de renforcer les capacités de prodiguer des conseils sur les politiques à suivre s'appuyant sur des données d'observation.

21. L'OCDE est une tribune ouverte où sont mises en commun des connaissances au bénéfice de tous. Mettre notre savoir-faire et nos meilleures pratiques au service de pays à différents stades de développement sera l'occasion d'intégrer de nouvelles perspectives en vue d'assurer une croissance

durable à l'échelle mondiale, de recenser de nouvelles approches face aux inégalités et à la pauvreté, et de trouver de nouvelles voies vers le bien-être économique et social. Cela signifie également mettre à profit l'expérience des économies émergentes en la partageant avec un vaste éventail de pays. En misant sur l'ouverture et l'intégration, l'OCDE peut faire plus et aller plus loin. L'OCDE peut renforcer sa contribution au développement en se basant sur sa propre expérience et sur ce que ses Membres ont appris en travaillant ensemble. Elle devra toutefois affiner ses compétences dans son appréhension de la problématique des pays en développement et dans la réalisation d'analyses prenant dûment en compte le contexte institutionnel qui leur est propre et leurs institutions publiques, aux capacités variables.

IV. Une stratégie au service de l'esprit d'ouverture, de la volonté d'intégration et de l'optimisation de l'impact

22. L'OCDE doit faire face à des évolutions majeures et à l'avènement d'une nouvelle donne économique à l'échelle mondiale. La crise récente a renforcé la nécessité d'une coopération entre pays avancés, émergents et en développement. L'affirmation du G20 en tant que forum de premier plan sur les questions économiques marque une première étape nécessaire, dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante et imbriquée.

23. L'OCDE doit déployer une stratégie à deux axes pour faire face aux réalités économiques et sociales de notre époque :

- ❖ En premier lieu, l'OCDE doit continuer d'améliorer la pertinence de ses travaux en qualité d'organisation définissant des normes de très haut niveau pour l'économie mondiale. Cette tâche exige que nous travaillions en collaboration étroite, non seulement avec les pays Membres, mais aussi avec les grandes économies émergentes. Depuis mon arrivée à l'OCDE, j'ai donné la priorité au renforcement de nos relations avec les économies émergentes, et les événements récents n'ont fait que confirmer le bien-fondé de ce choix, mais nous devons accélérer le rythme et progresser plus résolument dans cette direction.
- ❖ En second lieu, nous devons proposer, en concertation étroite avec les gouvernements, des solutions concrètes et ciblées se prêtant à une mise en œuvre effective par les pouvoirs publics. Nos programmes MENA et SIGMA, menés en partenariat avec l'UE, illustrent parfaitement comment une telle démarche peut se matérialiser. Le critère de la pertinence renvoie à la contribution que l'OCDE peut apporter pour aider les pays à concevoir et mettre en œuvre des politiques qui conduiront à l'instauration d'économies de marché ouvertes et solidaires. Il fait référence aux différents rôles de l'Organisation, plateforme d'échange au service de l'apprentissage mutuel, « vivier » de pratiques exemplaires, qui sait aussi bien dispenser des conseils qu'édicter des normes sans rien perdre de son esprit pionnier. Nos activités « de cœur de métier » dans des domaines de l'action gouvernementale tels que l'économie, la santé, les questions sociales, l'emploi, l'éducation, les compétences et l'environnement, pour ne citer que ceux-là, demeureront des priorités absolues, mais nous devons intensifier nos efforts pour apporter un soutien pendant la phase de mise en œuvre des politiques par les pays. Je continuerai d'assurer le lancement de nos examens par pays et nos ouvrages phares, et d'en débattre, dans les pays Membres et les pays partenaires, de façon à cerner les domaines d'action dans lesquels l'OCDE peut apporter une contribution supplémentaire.

24. Nous sommes actuellement aux prises avec une mutation de portée réellement planétaire et nous devons de ce fait imposer une nouvelle cadence à nos activités de coopération à l'échelle mondiale. L'année dernière, nous avons accueilli quatre nouveaux Membres au sein de l'Organisation – le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie –, et nous collaborons étroitement avec la Fédération de Russie pour accompagner ses progrès sur la voie de l'adhésion. Une centaine de pays non Membres participent régulièrement aux travaux de nos comités, à nos réunions d'experts et à nos forums.

25. Le processus de l'engagement renforcé, lancé en 2007, a permis d'établir des relations plus solides avec les économies émergentes, tant sur le plan politique qu'analytique. La participation de l'OCDE aux activités du G20 a conforté cette tendance et nous coopérons de plus en plus avec ces pays. J'ai activement œuvré à la promotion des travaux de l'Organisation en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde et en Indonésie dans de nombreux domaines dont l'investissement, les affaires économiques, l'environnement, l'innovation, la concurrence et les inégalités. Le développement de ces interactions, de même que les travaux menés à l'OCDE dans ces divers domaines, ont suscité une participation plus intense de ces pays aux activités des comités de l'OCDE qui sont au cœur de la définition des programmes d'action des pouvoirs publics. Ces pays participent en outre de plus en plus à plusieurs outils et instruments de l'OCDE. Le Brésil, aux côtés de plusieurs autres pays non Membres de l'OCDE (Argentine, Egypte, Lettonie, Lituanie, Maroc, Pérou et Roumanie), est adhérent à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales et participera à l'adoption, à la RCM, d'une importante mise à jour des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, à laquelle l'Afrique du Sud a également activement participé. Le Brésil et l'Inde ont pleinement adhéré aux Actes du Conseil relatifs à l'acceptation mutuelle des données pour l'évaluation des produits chimiques. L'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont fait part de leur souhait de devenir participants à part entière aux travaux de certains comités. La Russie s'est récemment dotée de la législation requise en matière de lutte contre la corruption transnationale et sera prochainement invitée à adhérer à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. La Chine a également depuis peu adopté une législation sur la lutte contre la corruption transnationale, et l'Inde et l'Indonésie ont elles aussi entrepris d'élaborer une législation de cette nature, ce qui pourrait marquer une étape sur la voie de leur adhésion à la Convention de l'OCDE. Nous comptons que l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, la Lettonie, la Lituanie, le Maroc, le Pérou et la Roumanie, à l'instar des pays Membres de l'OCDE, adhéreront, lors de son adoption à la RCM, à la Recommandation relative au Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

26. Un aspect important pour optimiser notre impact consiste à multiplier les interactions avec les responsables politiques au plus haut niveau, en vue de soutenir les programmes de réforme des pays. Le nombre de rencontres que j'ai eues avec des hauts responsables, non seulement de pays Membres, mais aussi de pays partenaires, et le nombre de dirigeants et de ministres qui sont venus à l'OCDE ont augmenté (voir Annexe). Nous dispensons davantage de conseils adaptés à chaque cas en vue d'appuyer les réformes dans les pays partenaires, qui sont de plus en plus demandeurs de nos statistiques et analyses.

27. Nous sommes très actifs dans les pays partenaires, en particulier l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Russie, et menons d'importants programmes régionaux au Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et ailleurs en Asie et en Europe. Ces programmes favorisent l'amélioration des performances de nos économies et de celles de ces pays. Nos principaux partenaires sont associés en qualité d'observateurs et, dans certains cas, de participants à part entière, aux comités de l'OCDE comme à ses projets, meilleures pratiques et déclarations. D'ores et déjà, nous rencontrons les pays partenaires et en voie d'adhésion, qui forment un réseau de quarante pays, afin de préparer nos réunions ministérielles, d'élaborer notre programme pour le développement, au sein du Comité exécutif en session spéciale et lors de la réunion ministérielle. Nous devons nous appuyer sur nos initiatives actuelles pour donner corps au réseau mondial pour l'action publique tel que l'envisagent nos Membres dans leur vision de l'avenir de l'OCDE : une plateforme plus ouverte et intégratrice au service de la mise en commun des meilleures pratiques.

28. À mesure que nous progressons aux côtés de nos partenaires, nous prenons conscience que nous avons en commun un nombre croissant de problématiques et d'enjeux : mobiliser les forces du marché au service du développement, faire de l'aide au développement un vecteur de croissance, lutter contre le changement climatique tout en préservant la croissance, renforcer la participation de la société civile,

donner des responsabilités aux femmes dans la vie économique et sociale, améliorer le bien-être comme les performances de nos économies.

29. En concertation avec nos Membres et partenaires, et en partant des formes de participation actuelles, nous devons envisager de nouveaux moyens d'intensifier nos travaux dans ces domaines d'intérêt commun afin que l'OCDE soit plus réactive aux préoccupations des citoyens des pays concernés, quel que soit leur stade de développement. Nous devons également étudier la possibilité de généraliser l'octroi du statut actuel d'observateur.

30. Dans ce contexte, nous pourrions envisager différents modèles d'association et de partenariat adaptés au contexte de chaque pays, en tenant compte des précédents et dans un souci d'avantage mutuel. Bien évidemment, le contenu exact de la formule retenue devra être examiné et arrêté avec les Membres et les pays partenaires concernés.

31. L'OCDE doit également se préparer à conclure plus rapidement des partenariats plus solides avec des pays en développement et des économies émergentes. La demande d'adhésion présentée récemment par la Colombie atteste la pertinence de nos activités et la valeur ajoutée que le statut de membre peut procurer aux grandes économies émergentes qui s'efforcent de consolider leurs progrès vers une croissance pérenne et une amélioration du bien-être social. Des pays comme l'Ukraine et le Vietnam ont manifesté un vif intérêt pour nos travaux et participent à diverses activités de l'Organisation. Il faut également mentionner la montée en puissance de nos travaux en Amérique latine et aux Caraïbes. De plus en plus de gouvernements de la région se rapprochent de l'OCDE pour demander le statut d'observateur aux travaux de comités, adhèrent aux instruments de l'OCDE, sollicitent des examens par les pairs, accueillent des réunions régionales et versent des contributions volontaires.

32. *Une stratégie globale pour les pays de la région MENA* : les événements intervenus récemment au Moyen-Orient ont montré à quel point il importe qu'un pays dispose d'institutions saines, et ouvrent de nouvelles perspectives stratégiques à l'OCDE. L'OCDE coopère avec la région MENA depuis 2005, par le biais de l'Initiative OCDE-MENA sur la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, pour aider les pays à moderniser la gouvernance publique et améliorer l'environnement des entreprises. En outre, le programme SIGMA, initiative conjointe de l'UE et de l'OCDE, fournit une assistance technique pour la réforme de l'administration publique et réunit cinq pays de la région (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie). Certains pays de la région MENA ont entamé une coopération plus poussée avec les comités de l'OCDE et commencent à adhérer aux instruments juridiques de l'Organisation. Alors que ces pays avancent dans leur transition, l'expérience acquise par l'OCDE en matière de renforcement des institutions (mobilisation des ressources intérieures, notamment fiscales et budgétaires ; mise en place d'institutions et de cadres réglementaires solides dans les domaines de la gouvernance, de la concurrence et de la lutte contre la corruption) et nos contributions à l'amélioration de l'environnement des entreprises et de l'attractivité des territoires en matière d'investissement se révéleront des plus utiles.

33. Une stratégie globale de soutien aux pays de la région MENA doit s'appuyer à la fois sur un programme régional et sur une approche par pays, sachant que les progrès accomplis par chaque pays dans ses réformes économiques et politiques déterminent le niveau d'engagement dont il bénéficie. La possibilité de nouer un lien avec des donateurs internationaux et des institutions financières internationales (IFI) comme la Banque européenne d'investissement, la BERD ou la Banque mondiale, qui se préparent à acheminer un montant substantiel de ressources aux pays de la région, est particulièrement prometteuse. Les méthodes de travail de l'OCDE (examens mutuels et analyse fondée sur l'observation des faits) peut être le point de départ d'une approche cohérente et horizontale, portant notamment sur la gouvernance, la croissance et l'investissement, l'emploi, la parité entre hommes et femmes et la réduction des inégalités, en vue d'assurer que ces ressources s'implantent sur un terrain fertile, de renforcer leur impact et de faciliter leur affectation.

34. *Optimiser notre impact.* Les politiques publiques ont pour finalité d'améliorer la vie des citoyens. Qu'elles soient axées sur la croissance économique, les échanges, le développement, l'emploi, le bien-être social, l'environnement ou d'autres domaines de l'action publique, nos recommandations, normes et meilleures pratiques doivent toujours avoir pour objectif prioritaire d'améliorer le bien-être des citoyens. C'est là le véritable test de notre pertinence et celle-ci accroît la visibilité des travaux de l'OCDE, condition indispensable pour optimiser leur impact et leur influence.

35. Pour garantir cette pertinence, les parties prenantes à tous les niveaux doivent être associées à l'élaboration de l'action publique afin d'apporter une contribution utile et d'en tirer profit. La mise en place d'une stratégie efficace en matière de communication et de diffusion est déterminante à cet égard. Nous échangeons avec nos partenaires au sein des gouvernements, des entreprises et de la société civile au sujet des aspects fondamentaux de l'action publique, mais nous devons aussi nous adresser au public au sens large - citoyens, consommateurs, contribuables - qui représente le dernier maillon de la chaîne et qui joue un rôle décisif pour la réussite durable des politiques publiques. Nous avons commencé en 2009, en pleine crise financière, en permettant aux utilisateurs de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube d'accéder à l'OCDE, en complément de supports de communication plus traditionnels tels que les médias écrits et audiovisuels. En outre, dans le domaine des publications, nos efforts pour rester à la pointe des techniques de diffusion modernes ont porté leurs fruits, avec le lancement de notre bibliothèque en ligne *OECD iLibrary*. Ces initiatives, conjuguées à la présentation du nouveau portail www.oecd.org lors du lancement de la célébration du 50^e anniversaire de l'OCDE en décembre dernier, ont permis de porter nos travaux à la connaissance du plus grand nombre. Ainsi, à l'occasion du Forum 2011, et en conjuguant les techniques de communication les plus modernes et les atouts traditionnels de l'OCDE, nous lançons l'Indice du mieux-vivre (*Better Life Index*) de l'OCDE, instrument unique et puissant au service des citoyens du monde entier désireux de connaître les aspects des politiques publiques qui ont une incidence sur leur qualité de vie. Nous devons continuer d'innover afin de créer des supports et des points d'accès pour informer, éduquer et aider tous ceux qui veulent œuvrer pour une vie meilleure.

V. Une stratégie pour ancrer notre rôle dans l'architecture de la gouvernance mondiale

36. Au cours de nos cinq premières décennies d'existence, nous avons apporté la preuve que la coopération internationale entre des pays aux perspectives différentes se traduisait dans les faits par une convergence de l'action des pouvoirs publics. Elle permet également de minimiser les risques de tension et, ainsi, d'obtenir des avancées plus ambitieuses pour améliorer la qualité de vie à l'échelle mondiale. La coopération multilatérale est encore plus essentielle aujourd'hui. A l'heure de la plus grave crise financière, économique et sociale que le monde ait connue depuis des décennies, la nécessité de la coopération multilatérale et de l'existence d'instances tels que le G20, l'OCDE et d'autres organisations où les économies avancées, émergentes et en développement peuvent trouver des solutions communes aux défis planétaires auxquelles elles sont confrontées n'a jamais été aussi aiguë. Même s'il reste beaucoup à faire, la réponse initiale concertée, sans équivalent par le passé, qui a été donnée à la crise par les dirigeants du G20 est une illustration patente des bienfaits que peut apporter un effort de coordination à l'échelle internationale.

37. Nous sommes l'une des institutions qui participent régulièrement aux réunions du G20, au niveau des Sherpas, des Délégués, des Ministres des finances ou encore des Dirigeants. Nous avons beaucoup à apporter pour réduire les déséquilibres mondiaux et promouvoir les réformes structurelles, ainsi qu'aux efforts menés sur la question du développement et d'autres thèmes sur lesquels travaille actuellement le G20. Nous continuerons de prêter notre concours au G20 autour des priorités suivantes :

- l'adoption de politiques structurelles au sein du Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée ;
- les politiques d'amélioration de l'emploi, des compétences et de la création d'emplois ;

- les mesures de libéralisation des échanges, de l'investissement et des capitaux ;
- la promotion et l'adoption de normes anti-corruption ;
- la suppression des subventions aux combustibles fossiles ;
- les mesures à l'appui de systèmes d'imposition efficaces, justes et transparents ;
- la sécurité alimentaire et les marchés de produits de base ;
- et le Consensus de Séoul pour le développement et son Plan d'action pluriannuel.

38. Il importe d'accélérer le rythme des réformes structurelles pour consolider la reprise et renforcer la croissance à long terme. Ceci est l'un des principaux messages que nous avons relayé lors du dernier sommet du G20 à Séoul. L'OCDE collabore très activement avec le G20 pour promouvoir des réformes de fond et apporter son savoir-faire dans un large éventail de thématiques telles que la fiscalité, la croissance équilibrée, l'investissement, le protectionnisme, la lutte contre la corruption et la création d'emplois. Nous apporterons également notre contribution à d'autres instances amenées à solliciter nos compétences. C'est le cas du G8, mais aussi de l'APEC et du Sommet ibéro-américain, notamment.

39. Il nous faut continuer de donner la preuve que la coopération multilatérale, au contraire de l'action unilatérale, est source de valeur ajoutée. Nous devons également renforcer notre coopération avec d'autres organisations internationales. Nous avons proposé la création d'un Réseau pour la coopération sur la cohérence des politiques, où seraient représentées l'ensemble des organisations internationales parties prenantes au G20 (FMI, Banque mondiale, FSB, OIT, OMC et OCDE). L'objectif visé consisterait à améliorer la coordination et l'échange d'informations entre organisations internationales. Un réel enrichissement mutuel, par l'échange d'idées, nous aidera à rester à la pointe de la réflexion et à garantir que nous sommes en mesure de prodiguer des conseils pertinents et pragmatiques aux gouvernements qui s'efforcent de concevoir et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. Il nous faut également continuer de produire des normes et règles qui, par leur qualité et la crédibilité qui leur est attachée, peuvent emporter l'adhésion de la communauté internationale.

40. Le slogan « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » est également révélateur d'une démarche qui cherche à rapprocher l'objet de nos travaux des populations de nos pays Membres et de nos pays partenaires. Nous œuvrons au service de gouvernements, de parlements, de régions ou de municipalités, mais avant tout au service des citoyens des pays que nous servons. En dernier ressort, la pertinence de l'OCDE doit être mesurée à l'aune de son impact sur la qualité de vie et le bien-être des hommes, des femmes et des enfants de nos pays Membres et du nombre croissant de pays partenaires avec lesquels nous travaillons.

ANNEXE

Pour plus d'impact, d'intégration et de pertinence Activités du Secrétaire général depuis la dernière réunion du Conseil au niveau des Ministres

Vue d'ensemble

1. La période comprise entre mai 2010 et mai 2011 a été marquée par une activité accrue du Secrétaire général en réponse à l'objectif consistant à « rester pertinent » qu'il s'était fixé au début de son mandat. Ce développement de l'activité a continué de renforcer la visibilité de l'Organisation dans son rôle de conseillère et de pionnière en matière d'action publique dans les pays Membres et les pays partenaires, ainsi que sa participation active à des forums internationaux. La célébration du 50^e anniversaire a aussi stimulé l'activité pendant cette période, en contribuant largement à faire connaître les réalisations de l'Organisation depuis sa création et le rôle qu'elle peut jouer dans les années à venir.

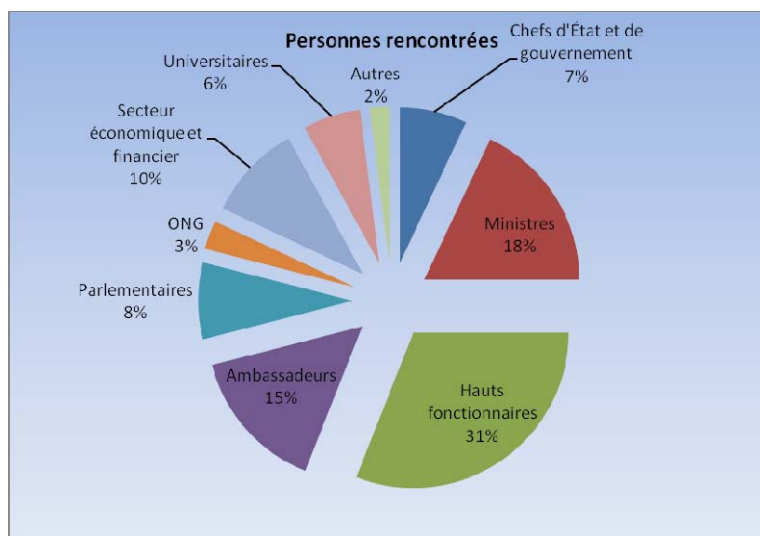
2. Le nombre des missions du Secrétaire général à l'étranger a augmenté de 20 % par rapport à la période précédente et le nombre de personnalités de haut niveau qu'il a reçues à Paris enregistre aussi une forte hausse, de près de 50 %. Depuis la dernière RCM, l'OCDE a résolument affermi sa présence et sa contribution au G8, au G20 et à d'autres forums internationaux. La visibilité de l'Organisation à travers les médias, son ouverture et son impact ont progressé, en quantité comme en qualité.

Dirigeants et visiteurs de haut niveau à l'OCDE

3. Le nombre de dirigeants venus à l'OCDE ces 12 derniers mois témoigne tout particulièrement de la pertinence accrue de l'Organisation. Si la Ministérielle de 2010 a été marquée par la présence de cinq chefs d'État et de gouvernement : M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil de l'Italie, M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre d'Israël, M. Andrus Ansip, Premier Ministre d'Estonie, M. Borut Pahor, Premier Ministre de Slovénie et Mme Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, la RCM de cette année, pour laquelle une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement se joindront à nous, marquera la célébration du 50^{ème} anniversaire de l'Organisation.

4. La présence de personnalités de haut niveau est devenue habituelle dans nos activités de tous les jours. À de nombreuses reprises, des chefs d'État et de gouvernement ont pu s'exprimer à l'occasion de la réunion du Conseil, comme M. Sebastián Piñera, Président du Chili, ou M. Juan Manuel Santos, Président de la Colombie. Le Président italien, M. Giorgio Napolitano, le Premier Ministre grec, M. George A. Papandreou, le Premier Ministre tchèque, M. Petr Nečas, et le Premier Ministre hongrois, M. Victor Orbán, se sont également rendus à l'OCDE au cours de cette période. Le plus souvent, des séminaires spéciaux ont permis d'analyser la contribution que pouvait apporter l'OCDE aux réformes en cours dans leurs pays respectifs. Pendant cette période, le Secrétaire général s'est également entretenu dans le cadre de rencontres bilatérales avec 440 hauts fonctionnaires, dont 170 ministres. Il a aussi pris part à des réunions bilatérales avec plus de 70 parlementaires, 23 dirigeants d'organisations internationales et 32 dirigeants d'ONG.

Graphique 1. Rencontres bilatérales du Secrétaire général par secteur/niveau de responsabilité (mai 2010 à mai 2011)



Missions à l'étranger et rôle consultatif de l'OCDE auprès des pays Membres et des pays partenaires

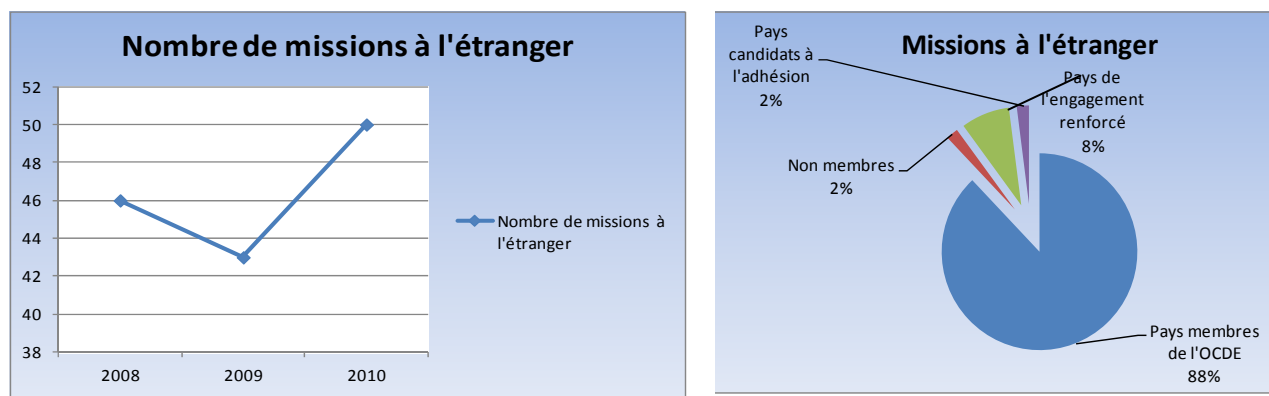
5. Depuis la dernière réunion du Conseil au niveau des Ministres, le Secrétaire général a effectué 50 missions à l'étranger, dont 44 dans des pays Membres, en particulier dans les quatre pays qui viennent d'adhérer (Chili, Estonie, Israël et Slovaquie). Il a également accompli une importante mission officielle en Russie dans le cadre de la procédure d'adhésion de ce pays à l'Organisation, et s'est rendu dans quatre des cinq pays visés par l'engagement renforcé (Afrique du Sud, Chine, Inde et Indonésie – un voyage au Brésil est prévu au deuxième semestre de 2011). Les Secrétaires généraux adjoints et d'autres hauts responsables se sont rendus à plusieurs reprises en Russie et dans l'ensemble des ER5.

6. Ces missions officielles ont permis à l'OCDE de continuer à développer son rôle consultatif auprès des économies Membres et des économies partenaires et d'annoncer la parution d'études économiques, de rapports thématiques et de recommandations à l'appui des réformes en cours. Le Secrétariat général a poursuivi la publication de brochures spécifiques par pays à la demande des gouvernements intéressés, comme dans le cas des missions effectuées au Chili, en Chine, en Hongrie, au Japon, au Mexique et au Royaume-Uni par exemple, ou à la demande d'évaluation de sa situation économique formulée par la Colombie. Le Secrétaire général a également pu prendre la parole dans le cadre de conseils des ministres (Israël), de conseils économiques (Finlande), de commissions parlementaires consacrées à la croissance économique (France) et de sessions parlementaires (Chili), et a continué de rencontrer des représentants des entreprises, des syndicats et de la société civile ainsi que des étudiants.

7. Dans le cadre de ses missions, le Secrétaire général a en général été reçu par les plus hautes autorités, en particulier par le Président Piñera au Chili, la Chancelière Angela Merkel en Allemagne, le Premier Ministre Netanyahu en Israël, le Président Calderón au Mexique, le Premier Ministre Sócrates au Portugal, le Président Zapatero en Espagne, le Premier Ministre Erdogan en Turquie, le Premier Ministre Cameron au Royaume-Uni, le Premier Ministre Kan au Japon, le Président Medvedev en Russie, et bien d'autres. Ses dernières visites officielles ont aussi permis d'annoncer le 50^e anniversaire de l'OCDE dans

les pays Membres. Les célébrations officielles ont commencé par des réceptions accueillies par le Président Calderón au Mexique en octobre dernier et par le Président Sarkozy au Palais de l'Élysée en décembre.

Graphique 2. Missions du Secrétaire général à l'étranger



Visibilité dans les médias et réunions au niveau ministériel

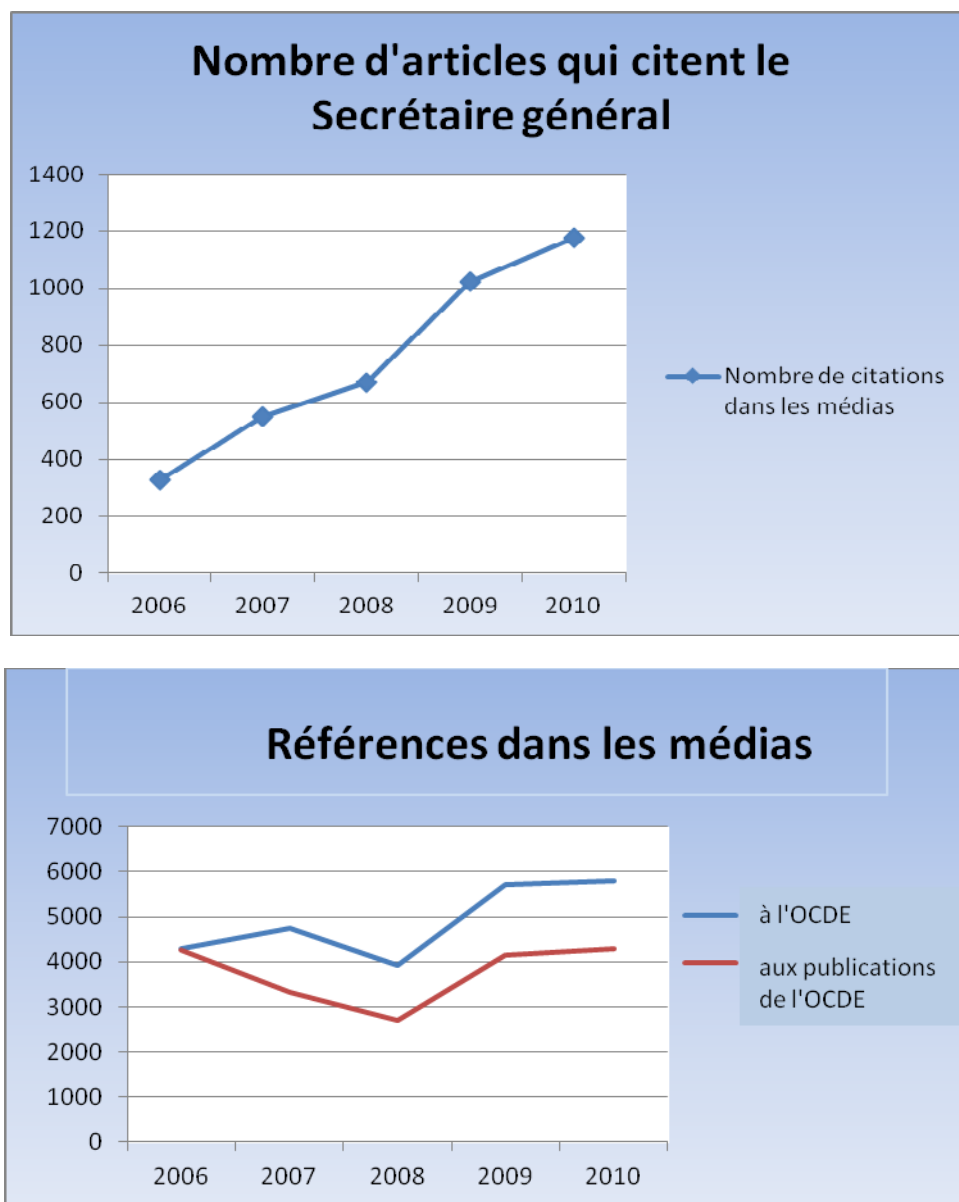
8. Les activités accomplies pendant cette période ont permis d'accroître l'influence de l'OCDE et la portée de son action. En 2010, le Secrétaire général a prononcé 149 discours publics. Sa présence dans les médias a été plus forte que jamais avec plus de 1 200 citations originales et 25 tribunes libres publiées. Il a participé directement à la publication de 33 ouvrages phares – Perspectives en particulier – qui restent parmi les contributions les plus importantes de l'Organisation à l'amélioration de l'économie mondiale. Pendant toute cette période, l'OCDE a publié 323 titres au total, soit 246 rapports et 77 publications statistiques. La plupart des annonces de parution ont bénéficié d'une large couverture médiatique, comme l'a montré la nouvelle édition de l'enquête PISA, dont les résultats ont fait la une des journaux et alimenté les débats sur l'action publique dans de nombreux pays.

9. Pour compléter sa politique d'ouverture en direction des acteurs institutionnels traditionnels, l'OCDE a engagé un effort destiné à continuer à mobiliser de nouveaux publics, qui a visé en particulier à s'adresser aux pays bénéficiant de l'Engagement renforcé et à des publics plus diversifiés dans les pays Membres et non Membres. Le programme de bourses de l'OCDE à l'intention des médias des pays visés par l'engagement renforcé a permis à l'Organisation de nouer des relations fructueuses avec les grands médias grâce auxquelles les principales initiatives de l'Organisation en direction de ses pays partenaires ont bénéficié d'une excellente couverture. L'écho donné dans les médias brésiliens et sud-africains aux études économiques publiées récemment par l'OCDE offre à cet égard un exemple particulièrement parlant. On a constaté une amélioration sensible, tant sur le plan de la fréquence que de la profondeur, de la couverture médiatique dont a bénéficié l'OCDE sur ces marchés. L'effort entrepris par l'Organisation pour s'adresser à un public plus vaste grâce aux plateformes de médias sociaux a produit des résultats concluants au cours de l'année écoulée : le nombre « d'amis » de l'OCDE a augmenté pendant la période considérée de plus de 100 % sur Facebook et de plus de 300 % sur Twitter.

10. Cet effort d'ouverture se manifeste aussi par un accroissement régulier du nombre et de la qualité des événements qui se tiennent à l'OCDE, comme les réunions ministérielles sur les politiques sociales, l'éducation et la santé qui ont eu lieu à Paris et celle qui s'est tenue en novembre 2010 à Venise (Italie) sur la gouvernance publique. Les différents Forums mondiaux et les grandes réunions, comme la conférence « Ensemble contre la corruption : entreprises et pouvoirs publics du G20 », organisée récemment en collaboration avec la présidence française du G20, ou celle qui a été organisée conjointement avec la Banque mondiale sous l'intitulé « Challenges and Policies for Promoting Inclusive Growth », témoignent

des progrès accomplis. En outre, le Centre de conférences de l'OCDE est lui-même devenu un lieu de choix pour les conférences de haut niveau d'autres organismes puisque s'y sont tenus le Conseil de l'Internationale socialiste et la conférence annuelle de l'ITIE, organisée en mars 2011, pour ne citer que ces deux manifestations.

Graphique 3. Présence du Secrétaire général et de l'OCDE dans les médias
(nombre de citations originales dans les grands médias)



Présence de l'OCDE au G20, au G8 et dans d'autres instances de la nouvelle architecture de gouvernance mondiale

11. Au cours de cette période, l'OCDE a travaillé en collaboration étroite avec les présidences canadienne, coréenne et française du G20, et participe ainsi davantage aux réunions et aux activités des groupes de travail. Le Secrétaire général assiste maintenant régulièrement aux Sommets des chefs d'État et

de gouvernement et aux réunions des ministres des Finances du G20, tandis que le Directeur de cabinet et le Chef économiste de l'OCDE représentent l'Organisation aux réunions des Sherpas et du G20 Finances, respectivement. Depuis la dernière RCM, de hauts fonctionnaires de l'OCDE ont pris part à 17 réunions du G20 à haut niveau. En outre, l'OCDE a établi pour le G20 cinq grands rapports sur la fiscalité, la croissance durable, ainsi que les avantages des échanges pour l'emploi et la croissance, les subventions aux combustibles fossiles et les mesures en faveur des échanges et de l'investissement. Des séminaires et des réunions d'information permettent régulièrement, dans le cadre du Conseil et d'autres organes, d'informer les pays Membres des contributions de l'OCDE au G20.

12. La participation du Secrétaire général aux grandes rencontres internationales ne se limite pas au G20, puisqu'il a pris part également aux conférences annuelles de la Banque mondiale et du FMI, ainsi qu'au Forum économique mondial de Davos, où les travaux de l'OCDE ont pris une place de premier plan grâce à sa présence. Il a également pris part à des sommets internationaux comme la CdP-16, la Conférence des Nations unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Cancún (Mexique), en décembre 2010, ou le Sommet consacré en septembre, à New York, au bilan des progrès des Objectifs du millénaire pour le développement. Sa participation au Conseil ECOFIN qui a réuni les ministres des Finances de l'Union européenne à Budapest en avril est un tournant décisif dans l'évolution de la collaboration avec les institutions européennes. Au-delà des questions économiques et financières, la coopération avec l'Union européenne s'est développée également dans des domaines comme le développement régional et territorial, l'initiative dans la région MENA et la cohérence des politiques au service du développement.

13. Le Secrétaire général a aussi pris part aux réunions organisées par la Chancelière Angela Merkel avec les dirigeants des cinq grandes institutions financières internationales (outre l'OCDE, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du Commerce et l'Organisation internationale du travail). Les avantages d'une collaboration plus poussée avec d'autres organisations internationales se manifestent dans d'autres cadres, comme en témoigne la participation active du Secrétaire général aux travaux d'instances telles que la Commission « Large bande au service du développement numérique », qui met à profit des travaux de l'OCDE sur l'innovation et l'Internet.



www.oecd.org

OCDE Paris
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tel.: 33 (0) 1 45 24 82 00